

## De l'insécurité globale à la liberté pour tous

*Bounding Power. Republican Security Theory from the Polis to the Global Village*, de Daniel Deudney, Princeton University Press, 391 p.

Dave Anctil

---

Numéro 218, janvier–février 2008

Guerres justes et injustes dans le monde actuel

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/10239ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Anctil, D. (2008). De l'insécurité globale à la liberté pour tous / *Bounding Power. Republican Security Theory from the Polis to the Global Village*, de Daniel Deudney, Princeton University Press, 391 p. *Spirale*, (218), 25–26.

# De l'insécurité globale à la liberté pour tous

**BOUNDING POWER. REPUBLICAN SECURITY THEORY  
FROM THE POLIS TO THE GLOBAL VILLAGE** de Daniel Deudney  
Princeton University Press, 391 p.

par DAVE ANCTIL

L'ouvrage de Daniel Deudney, professeur à l'Université John Hopkins, constitue sans doute l'une des plus importantes contributions théoriques sur les relations internationales des dernières années. Le programme de Deudney concerne la reconstruction et le rétablissement des fondements d'une doctrine spécifique des relations internationales: le « républicanisme ». Son objectif est d'offrir une étude critique des fondements doctrinaux actuellement mobilisés pour penser la sécurité internationale. Comme l'intitulé du livre l'indique, l'enquête couvre un spectre irréaliste qui s'étend de l'Antiquité grecque au village global contemporain. La méthode de l'histoire intellectuelle et philosophique du passé est toutefois réalisée dans une perspective à la fois « utilitaire » et « historiciste » assumée, où il s'agit de reconstruire les matériaux doctrinaux avec les expériences politiques du passé de manière qu'ils soient accessibles et « réutilisables » par les théoriciens d'aujourd'hui.

Le livre est divisé en trois parties. La première aborde la question litigieuse des « traditions » doctrinales dans l'étude des relations internationales. L'auteur y explique pourquoi les deux traditions dominantes, la tradition réaliste et la tradition idéaliste /libérale ont monopolisé jusqu'ici l'étude des relations internationales (voir l'introduction: « Before Realism and Liberalism »). Son argument consiste à montrer que ces traditions, opposées autant sur les plans épistémiques que normatif, sont en réalité issues d'une tradition commune « englobante » de théorisation des relations internationales qui remonte à Aristote, Polybe et les historiens romains. En effet, dans le sillon déjà tracé par des historiens comme J. G. A. Pocock et Q. Skinner, Deudney montre comment le langage conceptuel du républicanisme fut réactualisé à diverses périodes historiques pour penser la construction d'associations politiques internationales. La thèse de l'auteur est que le républicanisme est le nom d'une doctrine spécifique et distincte de la liberté politique qui se pense extensivement dans l'espace et le temps. L'« espace de la liberté » (*res publica*) est dès lors pensable sur le modèle d'une équation complexe établie selon un schéma matériel-contextuel où interviennent la géopolitique, l'économie, la démographie, les technologies et diverses ressources symboliques. La tradition républicaine a légué une riche réflexion sur les conditions déterministes des contraintes sur la liberté. Or plus ces contraintes s'étendent et s'intensifient, plus la liberté sera graduellement pensée à des échelles élargies. L'équation réussie de la liberté et de la sécurité représente en somme le résultat d'une rationalisation sur les degrés effectifs de l'interdépendance de la violence entre les acteurs en informant leurs pratiques politiques interactives.

Pour Deudney, cette tradition réflexive méconnue est « républicaine » pour trois types de raison. La première est contextuelle et concerne le fait que la théorisation des relations internationales fut formulée exclusivement, à l'origine, par des auteurs qui ont vécu dans des régimes libres (Athènes et Rome dans l'Antiquité, Florence et Venise à la Renaissance, puis l'Angleterre, les États-Unis et la Hollande durant la période moderne). Ce contexte explique ensuite pourquoi ces auteurs ont médité le problème de la guerre du point de vue de la liberté politique des citoyens. La sécurité collective contre la violence est en effet la première des libertés et donc la plus fondamentale, de sorte que le républicanisme, avant même d'être une doctrine constitutionnelle ou une idéologie civique, est l'héritage d'une pratique de la défense collective qui remonte à l'Antiquité archaïque.

Troisièmement, on ne peut comprendre à la fois l'antériorité et la spécificité du républicanisme par rapport aux traditions réaliste et idéaliste/libérale sans comprendre en quoi ces dernières ont modifié et déformé ultérieurement les fondements de la matrice républicaniste.

L'argument de Deudney s'élabore ici sur deux plans. Il s'agit dans un premier temps de montrer que, dès le départ, les penseurs gréco-romains combinaient des arguments descriptifs et normatifs: ils combinaient le pessimisme réaliste (« *l'état de nature est un état de guerre* ») à l'optimisme idéaliste (« *il est possible de connaître et de contrer les causes de la guerre* »). Les auteurs républicains considéraient ainsi que l'ordre matériel des causes qui expliquent la nature des rivalités internationales offre un caractère systémique du point de vue de la raison pratique: s'il est possible d'expliquer structurellement la récurrence de la violence militaire, il est alors possible de trouver et d'user de remèdes politiques pour soigner les effets délétères de cette violence. De plus, s'il est possible d'agir sur les causes de la violence pour en minimiser les effets sur la liberté (comme l'esclavage, les guerres civiles, l'impérialisme...), le dilemme sécuritaire des peuples ne disparaît pas pour autant, puisque la liberté des hommes implique nécessairement — et tragiquement — qu'ils puissent se faire la guerre. La guerre dépend donc à la fois de la nature de l'organisation sociale et des artifices institutionnels (les diverses « formes » de gouvernement) qui conditionnent et encadrent le comportement de la diversité des unités politiques. Les auteurs anciens sur lesquels vont se baser des hommes politiques révolutionnaires au XVIII<sup>e</sup> siècle combinaient ainsi des arguments déterministes, fondés sur l'étude de la *physis* / nature (climat, ethnologie, économie...), à des arguments prudents fondés sur la raison politique. En somme, les auteurs et acteurs républicains ont tenté à diverses époques de lire les contextes sécuritaires pour justifier des options politiques à partir d'un schéma de préférences stables se rapportant à la nature constitutionnelle de l'organisation sociopolitique. Il s'agissait de penser l'équation de la liberté et de la sécurité sur le modèle d'un équilibre, ou encore: quels sont les arrangements politiques qui permettent de réaliser un contexte d'ordre sécuritaire compatible avec la liberté?

Sur un plan plus formel, dans le sillage d'Aristote et de Montesquieu, la perspective républicaine fixe son attention non pas sur la liberté ou sur la sécurité, mais bien sur la *tension* irréductible entre l'anarchie engendrée par la liberté et la hiérarchie impliquée dans tout ordre sécuritaire. En prenant ▶

acte des limites cognitives insurmontables dans la rationalisation du politique, il s'agit (provisoirement) de penser les effets politiques des interactions plutôt que d'en arrêter les principes déterministes ou normatifs. C'est ici que le républicanisme se distingue le plus clairement des traditions dominantes des relations internationales. Rappelons que la perspective réaliste depuis Hobbes a consisté à opposer à la « première anarchie » (celle de la liberté naturelle) un ordre hiérarchique étatique (le système westphalien) qui reporte et délimite à la fois l'état de nature à une échelle interétatique. Les relations internationales deviennent alors une « seconde anarchie ». L'état de guerre international est ainsi rationalisé par le contrat hypothétique justifiant la monopolisation étatique de la puissance : il s'agit de s'imaginer les individus consentant à échanger leur liberté de déterminer la conduite politique de l'État pour une sécurité collective procurée au moyen de la souveraineté absolue d'un gouvernement. La perspective idéaliste / libérale, que l'on fait habituellement remonter à Kant, a voulu par la suite encadrer cette deuxième anarchie interétatique par une hiérarchie normative cosmopolite du droit où sont opposés aux droits exclusifs (et exécutifs) des États les droits inaliénables de l'humanité, de sorte que ces droits individuels ne soient pas réductibles au registre instrumental d'un calcul sécuritaire qui n'intégrerait pas la valeur et la dignité humaines. La hiérarchie du droit international doit ainsi avoir graduellement préséance sur la hiérarchie étatique et gouvernementale. C'est pourquoi le modèle d'un progrès cosmopolitique de l'humanité — « ruse de la raison » immanente à l'histoire et désirable du point de vue de la morale — nous permettrait de comprendre rétrospectivement que la seconde anarchie interétatique a représenté, depuis le xvii<sup>e</sup> siècle, une aggravation extensive et intensive de la vulnérabilité des individus et des collectivités.

Selon Deudney, la perspective propre du républicanisme fut dès l'origine de penser l'interdépendance matérielle et contextuelle de la liberté et de la sécurité comme un moyen terme « équilibré » entre les principes évaluatifs de l'anarchie (liberté) et de la hiérarchie (ordre). Le principe constitutionnel animant les républiques depuis l'Antiquité fut de constituer des régimes ordonnés, mais antihiérarchiques : des « négarchies ». Les citoyens désirent vivre dans un régime libre parce qu'ils ne tolèrent aucune interférence arbitraire de la part de leur gouvernement : ils sont protégés de la domination par une constitution, des lois et des institutions qui les immunisent réciproquement contre le moyen de la violence. Pourtant, les républiques vivent en même temps dans un espace et dans un temps international où les interférences arbitraires de la part des autres peuples sont possibles, probables ou même imminentes. Tous les peuples libres partagent ainsi une vulnérabilité commune dans la mesure où ils sont menacés et se menacent réciproquement. Les peuples libres doivent en conséquence penser leurs interactions dans un registre compatible avec les principes internes qui fondent leur liberté : l'interdépendance réciproque « *inter cives* » est dès lors reportable pour penser le champ de la vulnérabilité

réciproque « *inter civitates* ». Il s'agit, d'une part, de modifier la logique d'exclusivité instaurée par la tradition réaliste entre l'intérieur et l'extérieur et, d'autre part, il devient possible de comprendre que si la solution utopique du cosmopolitisme est attirante mais inapplicable, la plausibilité d'arrangements internationaux effectifs demeure un idéal régulateur incontournable.

C'est l'histoire schématique de cette diversité interprétative dans les contributions à la théorisation de l'équilibre réciproque des contraintes (reliées à la vulnérabilité universelle face à la violence) que Deudney reconstruit dans les deux autres parties du livre. Dans la deuxième partie, il formalise les principes du constitutionnalisme classique et néoclassique qui ont servi à la fois aux réformes politiques intérieures et aux paradigmes admissibles pour penser des relations plus pacifiques entre les peuples. Des confédérations anciennes à la confédération américaine, du républicanisme commercial « whig » anglais au républicanisme jusnaturaliste continental, l'expérience des associations politiques en forme de « *bounding power* » nous permet de comprendre ce que l'opposition réalisme / idéalisme ne nous permettait plus de percevoir : l'augmentation de l'interdépendance de la violence qui résulte de la « seconde anarchie » produit une augmentation de l'interdépendance des conditions de la liberté.

Deudney développe cette thèse forte dans la troisième partie en tant qu'elle représente un legs internationaliste paradoxal de la tradition républicaine. Sous ce nouveau jour, l'insécurité internationale devient la condition nécessaire mais non suffisante d'une société internationale. Car les hommes se rapprochent davantage par la guerre que par la paix étant donné que les souffrances qu'ils sont en mesure de s'imposer constituent le ciment sur lequel ils pourront établir le schème de leur sécurité commune. Les exemples abondent : les États-Unis sont nés d'une évaluation conséquente de la vulnérabilité réciproque des républiques américaines récemment affranchies du joug britannique ; il en fut de même en Hollande au lendemain de son indépendance face à l'Espagne ; la construction européenne est née de la rivalité extrême entre les puissances continentales ; etc. Pour résumer la vision républicaine, la contrainte universaliste du droit ne peut donc précéder la contrainte matérielle des intérêts qui structurent les rapports entre les peuples. Car le modèle d'une antériorité authentique (métaphysique ou normative) du droit par rapport à la réalité matérielle de la violence n'est qu'une fiction idéaliste qui ne prévient pas les conflits tout en démotivant les agents sur leurs possibilités réelles de réguler réciproquement la menace de la violence. Le droit devient alors la manifestation voulue et officialisée d'une réciprocité et d'une interdépendance qui désignent le registre politique évolutif dans lequel les acteurs seront disposés à évaluer autrement les risques implicites à leurs interactions. Pour cette raison, Deudney conclut son étude par une proposition conséquente : si l'interdépendance sécuritaire est le fondement sur lequel le constructivisme international doit émerger, alors l'équilibre entre la sécurité et la liberté dans le village global doit être pensé en priorité par la régulation des arsenaux nucléaires et du terrorisme transfrontalier !

Il ne nous est pas possible d'aborder directement le détail des étapes du travail démesuré qui est mobilisé par Deudney pour illustrer sa thèse. Certaines parties sont certainement mieux réussies que d'autres et l'on pourrait certainement reprocher à l'auteur d'instrumentaliser parfois des pensées riches et complexes pour le bienfait de sa démonstration — critique que l'on pourrait toutefois adresser en général à la méthode en forme d'« écoles » dans la discipline des relations internationales. Mais les formalisations schématiques de Bounding Power (trente-neuf au total !) parviennent à donner à l'argumentation forme et consistance. À la lumière des développements politiques contemporains d'intégration continentale en Europe et dans les Amériques, la thèse républicaine de Deudney offre certainement un cadre de lecture prometteur pour mieux comprendre notre monde de plus en plus multipolaire. ●